GENÈVE / PARIS

PERSPECTIVES

DANS UN MONDE EN MUTATION / AUTOMNE 2026



Éditorial

L'apparition de nouvelles technologies, qui ne sont d'ailleurs pas au terme de leur évolution, pousse les législateurs (même si parfois le processus prend du temps) à rédiger de nouvelles règles tendant à encadrer leurs conséquences juridiques, et même fiscales. Pour les signatures électroniques, il s'agit par exemple de définir les conditions qu'elles doivent remplir pour être jugées équivalentes à une signature manuscrite. Pour les cryptomonnaies, il s'agit de créer les conditions minimales à une certaine protection des investisseurs tout en sauvegardant les promesses de flexibilité associées à ce type d'actifs. Et lorsque les outils de télécommunication deviennent à ce point performants qu'un travailleur peut exercer son activité en télétravail d'un côté ou de l'autre d'une frontière sans même que ses interlocuteurs ne puissent faire la différence, ce sont alors les administrations fiscales des pays concernés qui s'intéressent à ces situations et qui s'efforcent de définir les règles du jeu applicables aux conséquences en matière d'imposition.

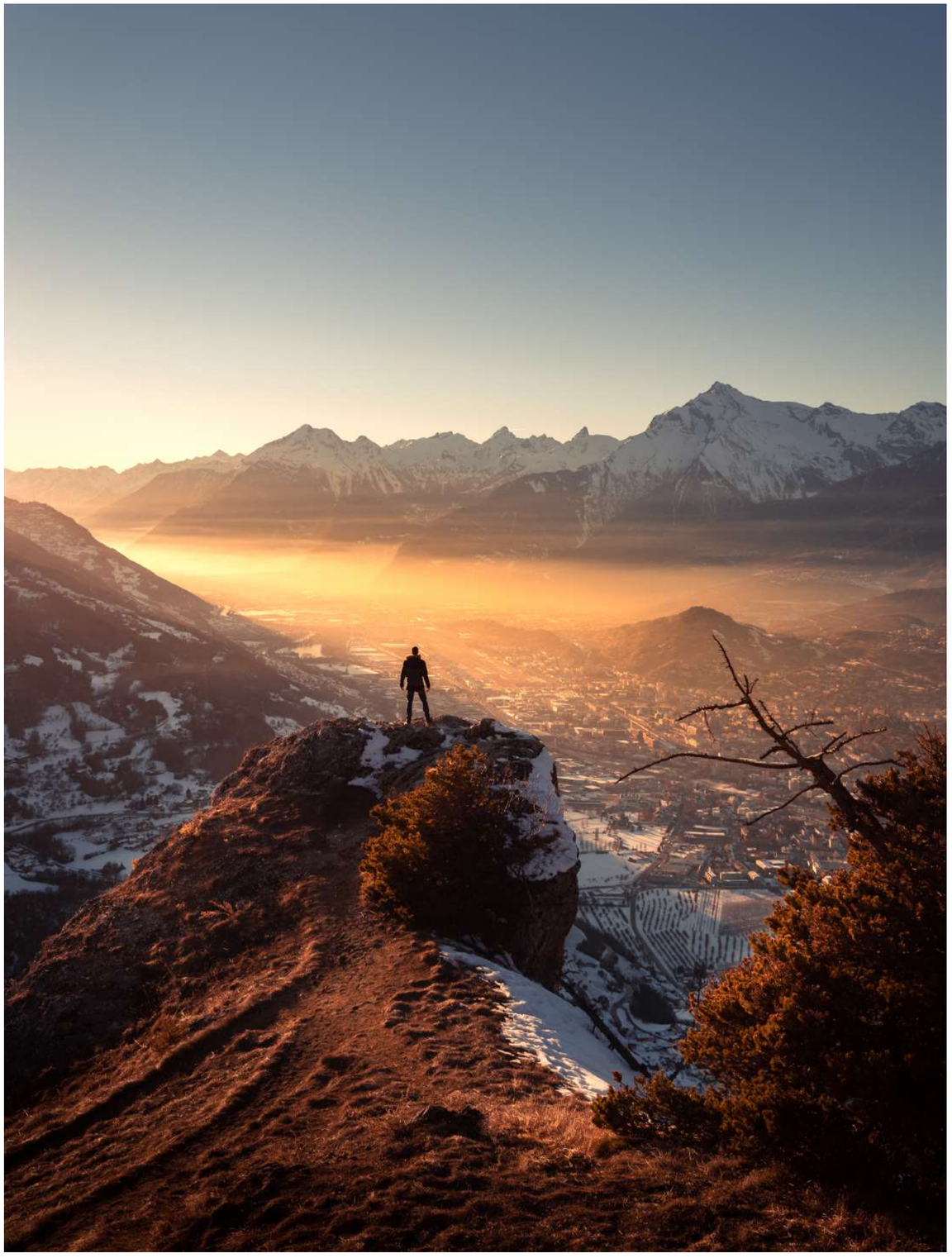
Même des domaines du droit plus « traditionnels » font l'objet de révisions ou d'évolutions.

Dans ces circonstances, les vieux réflexes qui ont fait recette pendant des décennies doivent être revus, et les praticiens doivent s'adapter.

Cette édition de *Perspectives* présente diverses contributions qui rappellent que nous vivons dans un monde en pleine évolution et que nous ne pouvons ignorer ces changements. J'espère qu'elles sauront vous intéresser.



Marco Villa
Associé, Genève



Alain Moreau
Jean-Luc Bochatay
Droit fiscal
page 7

Le traitement fiscal en Suisse des SCI françaises

Michel Abt
Valentin André
Droit fiscal
page 15

Suppression de la valeur locative : une réforme qui dépasse le seul cadre de la propriété immobilière

Marco Villa
Valentin André
Droit des sociétés et contrats
page 21

Hypothèque légale de la PPE : Une réforme en faveur de la communauté des propriétaires d'étages

Frédérique Bensahel
Droit bancaire et financier
page 27

Swiss stablecoin : la Suisse joue son atout dans la course à la réglementation

Stéphanie Barreira
Droit du travail
page 33

Télétravail transfrontalier franco-suisse : un cadre pérenne, des règles désormais plus précises et une vigilance accrue

Serge Fasel
Théo Goetschin
Contentieux et arbitrage
page 43

La clause de non-concurrence à l'ère du numérique

Théo Goetschin
Matthieu Tkatch
Droit pénal économique
page 49

Procédures judiciaires étrangères : le risque pénal insoupçonné de la récolte de preuves en entreprise

page 54

Nos compétences

page 68

Nouveaux profils



« Le mot donne à la pensée son existence
la plus haute et la plus vraie. »

Georg Wilhelm Friedrich Hegel



Alain Moreau
Associé, Paris
Droit fiscal (responsable)
amoreau@fbt-avocats.fr

LE TRAITEMENT FISCAL EN SUISSE DES SCI FRANÇAISES

De nombreux résidents suisses propriétaires d'un bien immobilier en France le détiennent sous couvert d'une société civile immobilière (SCI) française. Lorsque la convention fiscale franco-suisse en matière de succession était encore en vigueur, détenir un bien immobilier français au travers d'une SCI permettait en effet d'échapper aux droits de succession français. Or tel n'est plus le cas depuis la dénonciation de cette convention avec effet au 1er janvier 2015. Indépendamment de la fiscalité successorale, ce type de véhicule d'investissement présente un certain nombre de risques de double imposition.

Deux arrêts récents du Tribunal fédéral ont relancé une question très concrète pour les contribuables résidant en Suisse qui détiennent des parts de sociétés civiles immobilières françaises (SCI) non soumises à l'impôt sur les sociétés : qui, de la Suisse ou de la France, peut imposer ces participations et les revenus qui en découlent ?

Le premier arrêt, rendu le 13 décembre 2022, concerne l'impôt sur la fortune. Le Tribunal fédéral y considère que les parts de SCI doivent, du point de vue suisse, être traitées comme des actifs mobiliers. Elles peuvent donc entrer dans la fortune imposable en Suisse, sous réserve de la convention fiscale franco-suisse en matière d'impôts sur le revenu et la fortune (ci-après la « convention fiscale »).

Le second arrêt, rendu le 5 juin 2024, applique un raisonnement comparable à l'impôt sur le revenu à propos d'un groupement foncier agricole français (dont la forme juridique est une société civile, au même titre qu'une SCI). Si le Tribunal fédéral admet que la France dispose en principe d'un droit d'imposition lorsque les revenus proviennent d'immeubles situés en France, il souligne aussi que le contribuable doit pouvoir démontrer une imposition effective en France ; à défaut, la Suisse peut revendiquer l'imposition.

Ces décisions invitent donc à distinguer soigneusement la qualification de la SCI en droit suisse, les règles de répartition prévues par la convention fiscale et la preuve de l'imposition en France.



Jean-Luc Bochatay
Associé, Genève
Droit patrimonial de la famille (responsable)
jlbochatay@fbt.ch

I. L'imposition de la fortune et les risques de double imposition économique

Le point de départ du raisonnement du Tribunal fédéral est la qualification des parts de SCI. Même si, en France, les SCI non soumises à l'impôt sur les sociétés sont fiscalement translucides, le droit suisse retient une approche plus formelle : l'associé suisse ne détient pas directement l'immeuble, mais des parts sociales.

Cette distinction est essentielle. En principe, un immeuble situé à l'étranger n'est pas imposé comme tel en Suisse ; il est seulement pris en compte pour déterminer le taux d'imposition. En revanche, si les parts de SCI sont considérées comme des actifs mobiliers, elles peuvent être imposées en Suisse, sauf si la convention fiscale attribue effectivement l'imposition à la France.

La difficulté apparaît notamment lorsque l'immeuble français n'est pas soumis à l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), par exemple parce que sa valeur n'atteint pas le seuil d'assujettissement (soit EUR 1'300'000). Dans cette hypothèse, l'absence d'imposition effective en France peut conduire la Suisse à considérer qu'elle récupère son droit d'imposer cet actif comme élément de fortune.

Cette solution peut créer une forme de double imposition économique. L'exemple des comptes courants d'associés l'illustre bien : certaines dettes de la SCI envers ses associés ne sont pas déductibles fiscalement et peuvent donc être réintégrées en France dans la base IFI, alors que la créance correspondante détenue par les associés peut également être imposée en Suisse comme élément de fortune. La même réalité économique risque alors d'être appréhendée deux fois.

II. L'interprétation de l'article 25B de la convention fiscale et ses limites

L'article 25B de la convention fiscale entre la Suisse et la France joue un rôle central dans ces décisions. Il prévoit que l'exemption d'imposition en Suisse de certains revenus ou éléments de fortune liés à la France suppose que le contribuable justifie leur imposition en France.

Le Tribunal fédéral interprète cette formule comme une véritable clause d'imposition effective : si la France ne taxe pas concrètement l'élément concerné, la Suisse pourrait refuser l'exemption et imposer à son tour.

Cette lecture n'est toutefois pas évidente. Les commentaires du Modèle de convention de l'OCDE rappellent en effet que l'État de résidence doit en principe accorder l'exemption même si l'autre État n'exerce pas effectivement son droit d'imposer. La solution retenue par le Tribunal fédéral doit donc être interprétée avec prudence.

L'article 25B ne vise cependant pas toutes les situations. Il ne peut pas être utilisé comme une clause générale permettant à la Suisse d'imposer automatiquement tout revenu français ou tout élément de fortune lié à la France qui n'aurait pas été taxé en France. Son champ d'application doit rester limité aux cas expressément couverts par la convention.

III. L'imposition des revenus et des distributions : articuler droit interne et convention fiscale

En droit suisse, la SCI est appréhendée comme une personne morale. Cela signifie que les revenus réalisés par la société ne sont pas, en tant que tels, immédiatement imposés chez l'associé suisse. L'imposition intervient en principe au moment de la distribution, que le droit interne suisse peut traiter comme un dividende.

« Un cas fréquent mérite une attention particulière : celui de l'immeuble français mis gratuitement à disposition des associés de la SCI, par exemple comme résidence familiale de vacances. »

Mais cette qualification interne ne suffit pas. Il faut ensuite vérifier ce que prévoit la convention fiscale. Lorsque les distributions correspondent à des revenus fonciers provenant de la location ou de l'utilisation d'immeubles situés en France, l'article 6 de la convention attribue en principe l'imposition à la France.

En pratique, le contribuable suisse devra toutefois pouvoir établir l'origine des sommes distribuées. Si la traçabilité est insuffisante, l'administration fiscale suisse pourrait être tentée de qualifier la distribution de dividende imposable en Suisse. Le risque est alors moins théorique que probatoire : il dépend de la capacité à documenter l'imposition ou la nature française des revenus.

La question est encore plus délicate pour les plus-values immobilières exonérées en France, par exemple après une longue durée de détention (22 ans) ou en présence d'une résidence principale (cas plus rare pour un résident suisse). À notre sens, ces plus-values réalisées par une SCI française non soumise à l'impôt sur les sociétés relèvent plutôt de l'article 7, chiffre 8, de la convention, qui attribue l'imposition à l'État où se situe l'établissement stable, soit en pratique la France. Elles ne devraient donc pas être rattrapées en Suisse au seul motif qu'elles n'ont pas été effectivement taxées en France dès lors qu'elles ne relèvent pas nécessairement de l'article 25B.

Le même raisonnement peut être défendu pour d'autres revenus réalisés par la SCI, notamment des revenus financiers. Si ces revenus sont rattachés à la fiscalité française de la société et de ses associés, leur distribution ultérieure ne devrait pas, en principe, conduire à une seconde imposition suisse.

IV. La mise à disposition gratuite et la prestation appréciable en argent

Un cas fréquent mérite une attention particulière : celui de l'immeuble français mis gratuitement à disposition des associés de la SCI, par exemple comme résidence familiale de vacances.

Du point de vue suisse, l'administration pourrait être tentée d'y voir une prestation appréciable en argent. Le raisonnement serait le suivant : la SCI renonce à percevoir un loyer, cette renonciation profite à l'associé, et l'avantage ainsi accordé pourrait être assimilé à un dividende en nature imposable à son niveau.

Cette approche est connue en droit fiscal suisse. Elle devient toutefois délicate lorsqu'elle est appliquée à une SCI française non soumise à l'impôt sur les sociétés. En droit français, la mise à disposition gratuite d'un immeuble aux associés est une pratique tout à fait acceptée et encadrée : elle peut correspondre à l'objet même de la SCI, laquelle n'a aucune obligation de générer des revenus imposables (les charges ne sont alors, bien entendu, pas déductibles).

Admettre une prestation appréciable en argent supposerait alors de reconnaître un revenu purement théorique, comme si la SCI avait nécessairement eu vocation à louer l'immeuble. Cette fiction paraît discutable lorsque l'objet social et la pratique de la société consistent précisément à permettre la jouissance gratuite du bien par les associés. Une appréciation au cas par cas paraît donc indispensable.

DROIT FISCAL
PERSPECTIVES / AUTOMNE 2026

Les arrêts du Tribunal fédéral des 13 décembre 2022 et 5 juin 2024 clarifient certains principes, mais laissent des points importants en suspens. Ils confirment que la Suisse peut qualifier les parts de SCI selon ses propres règles fiscales et qu'elle peut, dans certains cas, subordonner l'exemption à la preuve d'une imposition effective en France.

Pour autant, ce cadre reste source d'incertitudes. Les risques de double imposition économique, les difficultés de preuve et les limites de l'article 25B exigent une analyse fine de chaque situation. La prudence commande de documenter soigneusement l'origine des distributions, le régime fiscal français appliqué et la logique économique de la détention. C'est à ces conditions que les risques de double imposition encadrés par la convention fiscale franco-suisse pourront être évités.

Alain Moreau
Jean-Luc Bochatay

PER-
SPECTIVES



« Le présent, c'est l'équilibre du passé et du futur. »

Charles de Leusse



Michel Abt
Associé, Genève
Droit fiscal (responsable)
mabt@fbt.ch

SUPPRESSION DE LA VALEUR LOCATIVE : UNE RÉFORME QUI DÉPASSE LE SEUL CADRE DE LA PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE

Le 28 septembre 2025, le peuple et les cantons ont accepté la réforme de l'imposition de la propriété du logement, rompant avec l'imposition d'un revenu fictif tiré de la jouissance du bien. L'abolition de la valeur locative ne constitue toutefois pas un allègement : elle s'accompagne d'une réduction des déductions liées à la propriété et permet aux cantons d'instaurer un impôt sur les résidences secondaires. Pour les propriétaires, l'enjeu est désormais d'anticiper l'entrée en vigueur de la réforme, fixée au 1er janvier 2029, et les effets d'un nouveau système, qui varieront notamment selon le niveau d'endettement, la nature du bien et le canton concerné.

La valeur locative appartiendra bientôt au passé. Introduite à l'origine dans le cadre de mesures fiscales exceptionnelles, puis reconduite à plusieurs reprises, elle a été inscrite dans le droit ordinaire en 1958, avec l'approbation du peuple et des cantons. Elle repose sur un principe simple : le propriétaire qui occupe son logement est imposé sur un revenu fictif correspondant à celui qu'il aurait pu tirer de sa location. Ce même principe s'applique à une résidence secondaire laissée à sa disposition, même si elle n'est pas occupée toute l'année. Le 28 septembre 2025, peuple et cantons ont toutefois décidé d'y mettre fin.

Le nouveau régime entrera en vigueur le 1er janvier 2029. Dès cette date, les résidences principales et secondaires occupées par leur propriétaire ne seront plus imposées sur leur valeur locative. En contrepartie, les frais d'entretien afférents à ces biens ne seront plus déductibles, tant au niveau fédéral que cantonal et communal. En revanche, la déductibilité des frais d'entretien des immeubles loués ou affermés sera maintenue, dès lors que les revenus locatifs correspondants demeureront soumis à l'impôt.

Cette réforme modifiera également le régime de déductibilité des intérêts passifs. À l'avenir, ceux-ci ne pourront en principe être déduits qu'à proportion de la valeur des immeubles loués ou affermés par rapport à l'ensemble de la fortune du contribuable. La déductibilité ne dépendra donc plus uniquement du montant des intérêts acquittés, mais également de la composition de la fortune. Ainsi, un propriétaire occupant son logement, qui détient parallèlement un portefeuille de titres financé en tout ou partie par un crédit lombard, ne pourra plus bénéficier de la déductibilité des intérêts, dès lors qu'il ne dispose d'aucun immeuble générant des revenus locatifs.

« La suppression de la valeur locative ne doit pas être appréhendée comme la simple disparition d'un impôt, mais davantage comme une recomposition de l'équilibre fiscal de la propriété immobilière. »

Le nouveau régime vise ainsi également les situations dans lesquelles une dette est utilisée pour financer des placements mobiliers.

Une exception sera toutefois prévue en faveur des primo-acquéreurs. Les propriétaires qui acquerront pour la première fois un logement en Suisse pourront continuer à déduire leurs intérêts passifs durant une période limitée et dans la limite d'un montant plafonné. Celui-ci s'élèvera, durant la première année, à CHF 10'000.- pour les personnes mariées et à CHF 5'000.- pour les autres contribuables, avant de diminuer de 10 % chaque année. De cette manière, la réforme ne consacre donc pas une suppression absolue de la déductibilité des intérêts passifs, mais en restreint l'application à certaines situations.

Il n'en demeure pas moins que les effets de la réforme varieront considérablement selon la situation de chaque propriétaire. Celui qui détient son logement avec un faible niveau d'endettement devrait bénéficier de la suppression de la valeur locative, sans subir une perte substantielle au titre de la déduction des intérêts passifs. À l'inverse, le propriétaire fortement endetté verra disparaître une déduction dont l'importance pouvait jusqu'alors atténuer sensiblement sa charge fiscale. La suppression de la valeur locative pourrait ainsi réduire l'attrait fiscal de l'endettement et, à terme, inciter les propriétaires à accélérer le remboursement de leurs dettes.

Le niveau des taux hypothécaires constituera également un facteur déterminant : plus le coût du financement et le niveau d'endettement seront élevés, plus la limitation de la déductibilité des intérêts passifs sera susceptible de réduire l'avantage fiscal résultant de l'abolition de la valeur locative.

Le changement de régime ne produira donc pas les mêmes effets selon que le propriétaire a privilégié un financement largement fondé sur des fonds propres ou, au contraire, maintenu un niveau d'endettement important.

La situation des résidences secondaires appelle un traitement particulier. En effet, la réforme permettra aux cantons d'instaurer un impôt spécial sur les résidences secondaires principalement destinées à un usage personnel, afin de compenser les éventuelles pertes de recettes résultant de la suppression de l'imposition de la valeur locative. Il ne s'agit toutefois que d'une faculté : chaque canton demeurera libre d'introduire ou non cet impôt et, le cas échéant, d'en déterminer les modalités, notamment son assiette et son taux. Le propriétaire restera, dans tous les cas, soumis à l'impôt ordinaire sur la fortune.

Cette liberté laissée aux cantons est toutefois susceptible de créer d'importantes disparités. Le propriétaire d'un chalet situé dans un canton qui renoncerait à instaurer cet impôt pourrait ainsi se trouver dans une situation plus favorable que celui dont le bien serait situé dans un canton ayant fait usage de cette faculté. Plusieurs questions devront encore être précisées, notamment la notion de résidence secondaire, les critères permettant de déterminer si celle-ci est principalement destinée à un usage personnel, l'assiette et le taux de l'impôt, ainsi que son traitement en cas d'usufruit, de droit d'habitation ou de vente en cours d'année. Le traitement des locations saisonnières devra également être clarifié.

DROIT FISCAL
PERSPECTIVES / AUTOMNE 2026

Le calendrier des travaux mérite lui aussi une attention particulière. Jusqu'au 31 décembre 2028, les frais d'entretien demeureront déductibles selon les règles actuelles. Il convient dès lors d'examiner dès à présent les travaux envisagés afin de déterminer s'il est opportun de les réaliser avant l'entrée en vigueur du nouveau régime. Une distinction devra toutefois être opérée entre les dépenses destinées à maintenir la valeur du bien et celles qui entraînent une augmentation durable de sa valeur. Seules les premières constituent, en principe, des frais d'entretien déductibles.

En définitive, la suppression de la valeur locative ne doit pas être appréhendée comme la simple disparition d'un impôt, mais davantage comme une recomposition de l'équilibre fiscal de la propriété immobilière. À l'approche du 1er janvier 2029, chaque contribuable affecté par les modifications législatives devrait examiner, suffisamment en amont, les conséquences du nouveau régime sur ses projets de financement et de travaux, sur ses résidences secondaires et, plus largement, sur la structure de son patrimoine.

Michel Abt
Valentin André

PER-
SPECTIVES

« La créativité, c'est l'intelligence qui s'amuse. »

Albert Einstein



HYPOTHÈQUE LÉGALE DE LA PPE : UNE RÉFORME EN FAVEUR DE LA COMMUNAUTÉ DES PROPRIÉTAIRES D'ÉTAGES

Lorsqu'un propriétaire d'étage ne s'acquitte plus de ses charges, la communauté peut garantir ses créances par une hypothèque légale grevant sa part de propriété. Cette protection présente toutefois aujourd'hui d'importantes limites, en particulier lorsque le bien est déjà lourdement hypothéqué et fait l'objet d'une réalisation forcée. La révision projetée du droit de la propriété par étages entend renforcer sensiblement ce mécanisme.

Lorsqu'un propriétaire d'étage cesse de s'acquitter de ses charges, la communauté des propriétaires d'étages dispose de deux instruments destinés à garantir ses créances : l'hypothèque légale prévue par l'art. 712i CC et le droit de rétention de l'art. 712k CC.

Contrairement au droit de rétention, qui semble être resté largement lettre morte en pratique, l'hypothèque légale présente un intérêt évident : elle grève directement la part de propriété par étages, soit un actif immobilier dont la valeur est généralement sans commune mesure avec celle des biens meubles susceptibles de faire l'objet du droit de rétention.

L'art. 712i CC permet à la communauté de requérir l'inscription d'une hypothèque légale sur la part d'un propriétaire d'étage afin de garantir les contributions des trois dernières années.

Ces contributions correspondent aux sommes dues au titre des frais et charges communs. Elles comprennent notamment les dépenses liées à l'entretien et à l'administration des parties communes, les impôts et autres contributions de droit public, ainsi que certaines charges financières, à l'instar des avances destinées à alimenter le fonds de rénovation.

L'hypothèque légale permet ainsi à la communauté de garantir le recouvrement de ces créances en faisant inscrire au registre foncier un droit de gage sur la part de propriété par étages du copropriétaire concerné.

En cas de refus du propriétaire, la communauté peut demander au juge d'ordonner son inscription. Compte tenu de la durée que peut revêtir une procédure au fond, elle aura généralement intérêt à solliciter préalablement une inscription provisoire.

Marco Villa
Associé, Genève
Droit des sociétés et contrats (responsable)
mvilla@fbt.ch

« Les nouveaux mécanismes prévus et leur efficacité resteront en partie dépendants du positionnement des prêteurs hypothécaires institutionnels. »

Cette démarche est d'autant plus importante que le rang de l'hypothèque définitivement inscrite remontera à la date de cette inscription provisoire.

Une hypothèque inscrite souvent trop tard

C'est précisément sur la question du rang que se situe l'une des principales faiblesses du système actuel.

En effet, l'hypothèque légale de la communauté ne bénéficie d'aucune priorité particulière sur les droits de gage constitués antérieurement. Or, l'acquisition d'un bien immobilier est fréquemment financée au moyen d'un crédit garanti par un gage immobilier. La sûreté de la banque étant généralement constituée dès l'acquisition du bien, elle bénéficie d'un rang préférable à celui de l'hypothèque de la communauté, qui n'est inscrite que plus tard, lorsque des contributions demeurent impayées.

Les conséquences peuvent être importantes en cas de réalisation forcée.

Prenons l'exemple d'un appartement grevé d'un gage bancaire de premier rang garantissant une créance de CHF 1'000'000.-. Son propriétaire accumule CHF 40'000.- d'arriérés de charges et la communauté fait inscrire une hypothèque légale pour ce montant.

Le propriétaire devient ensuite insolvable et l'appartement est finalement réalisé pour CHF 800'000.-. Le produit de la réalisation ne sera pas partagé proportionnellement entre la banque et la communauté. La priorité attachée au rang implique que le créancier de rang préférable soit désintéressé avant que le créancier postérieur puisse prétendre au produit disponible.

Dans notre exemple, la banque absorbera donc l'intégralité des CHF 800'000.-, sans même être elle-même entièrement désintéressée. La communauté, malgré l'hypothèque légale dont elle bénéficie, ne percevra rien.

Une garantie qui ne survit pas à la réalisation forcée

À cette première difficulté s'en ajoute une seconde : le sort de l'hypothèque à l'issue de la réalisation forcée.

Dans le système actuel, le seul fait que la créance de la communauté n'ait pas été intégralement couverte par le produit de réalisation n'implique pas que son hypothèque continue à grever la part après son adjudication.

La communauté peut donc se trouver dans une situation particulièrement défavorable : son rang postérieur l'empêche de percevoir une part du produit de réalisation et, simultanément, la réalisation lui fait perdre la garantie réelle dont elle disposait sur l'immeuble.

La créance en paiement des contributions ne disparaît certes pas pour autant. Elle demeure dirigée contre le propriétaire qui en était personnellement débiteur. Mais lorsque la réalisation forcée intervient précisément en raison de son insolvabilité, les perspectives de recouvrement sont souvent limitées.

La communauté peut ainsi avoir engagé les démarches nécessaires pour faire inscrire son hypothèque et poursuivre la réalisation du bien, sans finalement recouvrer le moindre montant.

Ce que la réforme pourrait changer

Ce projet de modification du Code civil entend renforcer la position de la communauté sur ces deux aspects.

La première évolution consisterait à permettre l'inscription de l'hypothèque sans attendre que des contributions soient effectivement échues et cela en tout temps, par exemple même au moment de la constitution de la propriété par étages. La communauté pourrait ainsi faire inscrire une hypothèque destinée à garantir des contributions futures, à concurrence d'un montant correspondant au maximum à trois contributions annuelles.

Cette réforme ne lui accorderait pas pour autant un privilège absolu : les règles ordinaires relatives au rang continueraient de s'appliquer. Une hypothèque inscrite en faveur de la communauté après celle d'une banque demeurerait de rang postérieur. Cependant, la possibilité d'inscrire l'hypothèque avant même la survenance d'un impayé permettrait à la communauté de prendre rang plus tôt et, partant, d'augmenter ses chances d'obtenir le recouvrement intégral de sa créance.

La seconde évolution concernerait le sort de l'hypothèque en cas de réalisation forcée. Le projet prévoit en effet que la garantie inscrite en faveur de la communauté subsiste malgré la réalisation de la part.

La distinction entre la dette et la garantie est ici essentielle. L'adjudicataire ne deviendrait pas, du seul fait de son acquisition, personnellement débiteur des contributions impayées par l'ancien propriétaire. Il acquerrait toutefois une part demeurant grevée par l'hypothèque légale inscrite en faveur de la communauté.

En pratique, le nouvel acquéreur devrait donc supporter cette charge réelle : à défaut de paiement de la créance garantie, la communauté pourrait faire valoir son droit de gage sur la part acquise. L'acquéreur aurait ainsi intérêt à désintéresser la communauté afin d'obtenir la radiation de l'hypothèque, quand bien même la dette personnelle à l'origine de la garantie resterait celle de l'ancien propriétaire.

Le maintien de l'hypothèque permettrait ainsi à la communauté de conserver la garantie réelle et le rang acquis au registre foncier malgré le changement de propriétaire. Elle ne serait ainsi plus contrainte, après la réalisation forcée, de reconstituer une nouvelle sûreté à un rang potentiellement moins favorable.

Le projet de modification du Code civil permet d'apporter une réponse à une problématique récurrente, en améliorant la position des copropriétaires non défaillants dans une PPE par rapport à celle du copropriétaire dont les dettes à l'égard de la PPE restent en souffrance. Toutefois, les nouveaux mécanismes prévus et leur efficacité resteront en partie dépendants du positionnement des prêteurs hypothécaires institutionnels (banques, assurances), lesquels pourraient conditionner leurs financements au maintien de leur position de créanciers gagistes de premier rang. La pratique aura ici le dernier mot.

Marco Villa
Valentin André

PER-
SPECTIVES



« L'art lave notre âme
de la poussière du quotidien. »

Pablo Picasso



Frédérique Bensahel
Associée, Genève
Droit bancaire et financier
(responsable)
fbensahel@fbt.ch

SWISS STABLECOIN : LA SUISSE JOUE SON ATOUT DANS LA COURSE À LA RÉGLEMENTATION

Face à l'encadrement accéléré des cryptoactifs en Europe et aux États-Unis, la Suisse entend préserver l'attrait et la crédibilité de sa place financière. Le Conseil fédéral a présenté un projet de réforme de la loi sur les établissements financiers (LEFin) visant à introduire de nouvelles catégories d'autorisations, dont un cadre spécifique pour l'émission de *Swiss stablecoins*.

Longtemps marqué par une grande disparité des approches nationales, le secteur des cryptoactifs connaît aujourd'hui une phase de normalisation accélérée. L'Union européenne a ouvert la voie avec le règlement sur les marchés de cryptoactifs (MiCA), directement applicable dans tous les États membres depuis 2024. Il offre un cadre harmonisé ainsi qu'un précieux passeport pour un marché de 450 millions de consommateurs. Aux États-Unis, le GENIUS Act, ratifié en 2025, et actuellement en phase de mise en œuvre, a instauré le premier cadre fédéral applicable aux *stablecoins*.

Avec sa *Crypto Valley*, la Suisse ne pouvait rester à l'écart de ce mouvement régulatoire sans prendre le risque de voir sa place financière marginalisée. Elle fait face à un double défi : préserver sa compétitivité et son attrait tout en garantissant la protection des investisseurs et la stabilité du système financier.

Pour répondre à cet enjeu, le Conseil fédéral a mis en consultation un projet de modification de la LEFin pour y introduire deux nouvelles catégories d'autorisation.

La première, celle d'établissement de moyens de paiement, vise en particulier les émetteurs d'un certain type de *stablecoins*. Conçue comme une évolution de la licence bancaire Fintech – restée marginalement utilisée – cette nouvelle autorisation s'inscrit dans une logique prudentielle allégée, centrée notamment sur la protection des clients.

La seconde, celle d'établissement pour services sur cryptoactifs, couvre un large éventail d'activités, soit la garde, le négoce de cryptoactifs pour compte de tiers et les activités de teneur de marché sur cryptoactifs.

« La Suisse fait face à un double défi : préserver sa compétitivité et son attrait tout en garantissant la protection des investisseurs et la stabilité du système financier. »

L'une des avancées notables du projet est le nouveau cadre pour l'émission de « cryptoactifs de paiement stable ». Ils sont définis comme des cryptoactifs émis en Suisse, qui se réfèrent à la valeur d'une monnaie émise par un État, visant à maintenir une valeur stable grâce à la détention d'actifs sous-jacents, assortis d'une obligation légale pour l'émetteur de les rembourser à leur valeur nominale.

Seuls les établissements de moyens de paiement pourront émettre de tels *Swiss stablecoins*, à hauteur des avoirs acceptés des clients. Ils pourront également en assurer la garde et fournir des services de paiement. L'acceptation d'avoirs de clients, activité bancaire par nature, est ainsi admise sous une nouvelle autorisation, distincte de la licence bancaire.

En contrepartie, le projet prévoit des mécanismes renforcés de protection. Les avoirs des clients devront être strictement séparés des actifs propres de l'établissement et conservés selon des modalités précises, soit sous forme de dépôts à vue ou par le biais d'investissements dans des actifs liquides de haute qualité, avec une courte durée résiduelle, et libellés dans la monnaie du *stablecoin* émis. Leur valeur devra correspondre en permanence aux avoirs des clients. Ces derniers ne pourront être rémunérés mais l'établissement sera libre de conserver les revenus générés par leur placement.

En cas de faillite, les avoirs des clients feront l'objet d'une distraction totale et seront liquidés séparément au profit des clients et des détenteurs de *stablecoins*, à la différence du régime applicable aux dépôts bancaires ordinaires.

Les établissements de moyens de paiement ne pourront pas émettre de *multi-currency stablecoins* ou des *stablecoins* algorythmiques. Les *stablecoins* émis à l'étranger, même soumis à des exigences équivalentes, ne seront pas reconnus comme des « cryptoactifs de paiement stable » mais seront qualifiés de cryptoactifs de négociation relevant d'un autre régime. Les établissements de moyens de paiement ne pourront en outre ni rembourser ni échanger des *stablecoins* émis par d'autres émetteurs.

Le projet prévoit que les exigences de capital et de fonds propres seront fonction de la taille de l'établissement. Le plafond de CHF 100 millions d'avoirs de clients prévu par la licence Fintech actuelle est supprimé.

Un point important demeure controversé. Contrairement aux régimes en vigueur dans l'Union européenne et aux États-Unis, les banques ne pourront pas prétendre au statut d'établissements de moyens de paiement. Le Conseil fédéral justifie cette exclusion par l'incompatibilité entre les règles de ségrégation prévues – impliquant un patrimoine séparé hors bilan – et le traitement juridique des dépôts bancaires traditionnels, inscrits au bilan comme des engagements envers les clients. En d'autres termes, les banques ne pourront pas agir comme établissements de moyens de paiement sans créer de structure juridique dédiée, aspect très largement critiqué du projet. L'Association suisse des banquiers estime qu'une telle solution n'est pas justifiée d'un point de vue prudentiel et qu'elle crée un désavantage concurrentiel pour les banques.

DROIT BANCAIRE ET FINANCIER
PERSPECTIVES / AUTOMNE 2026

Dans son ensemble, le projet du Conseil fédéral propose un cadre réglementaire convaincant, cherchant à concilier protection des clients et une industrie en plein essor. Si l'exclusion des banques du système mérite certainement d'être discutée, un autre enjeu pour la place financière suisse est celui – reconnu par le Conseil fédéral – de la capacité de la FINMA à traiter les demandes d'autorisation avec célérité. Le succès du nouveau régime va donc largement dépendre de sa mise en œuvre concrète en termes de coûts, de prévisibilité et de délai d'octroi d'autorisations.

Le 8 avril 2026, six banques suisses (UBS, PostFinance, Sygnum, Raiffeisen, BKZ et BCV) et Swiss Stablecoin AG ont annoncé avoir uni leurs forces pour lancer une *sandbox* en vue de tester des possibilités d'utilisation d'un *stablecoin* en CHF en Suisse. Ce projet pilote, initié dans un environnement bancaire traditionnel, reflète l'intérêt des banques pour l'intégration des monnaies numériques dans leurs systèmes de paiement.

Frédérique Bensahel

PER-
SPECTIVES

« Plutôt manquer d'yeux
que d'esprit. »

Proverbe turc





Stéphanie Barreira
Associée, Paris
Droit patrimonial de la famille
sbarreira@fbt-avocats.fr

TÉLÉTRAVAIL TRANSFRONTALIER FRANCO-SUISSE : UN CADRE PÉRENNE, DES RÈGLES DÉSORMAIS PLUS PRÉCISES ET UNE VIGILANCE ACCRUE

Le télétravail transfrontalier entre la France et la Suisse a longtemps reposé sur un équilibre fragile, construit au gré d'accords amiables successivement prolongés. Depuis le 1er janvier 2026, le régime est désormais pérennisé. L'accord amiable du 29 avril 2026 vient toutefois apporter une clarification importante sur le décompte des jours de télétravail et des missions temporaires, renforçant la sécurité juridique tout en imposant aux entreprises une discipline accrue dans le suivi des situations individuelles.

L'entrée dans une nouvelle ère : de la tolérance temporaire à un régime pérenne

L'essor du télétravail a profondément modifié l'organisation du travail des salariés frontaliers résidant en France et employés en Suisse. Pendant plusieurs années, la situation fiscale a été encadrée par des accords amiables temporaires, destinés à éviter qu'un télétravail accru ne remette en cause les principes d'imposition applicables aux rémunérations suisses.

La France et la Suisse ont finalement franchi une étape décisive avec la signature, le 27 juin 2023, d'un avenant à leur convention fiscale bilatérale. Après le processus de ratification, ce nouveau cadre est entré en vigueur en 2026 et inscrit désormais dans la durée les principes applicables au télétravail transfrontalier. Les autorités françaises présentent elles-mêmes ce dispositif comme le prolongement du régime pérenne convenu entre les deux États.

Cette pérennisation constitue incontestablement une avancée en matière de sécurité juridique. Elle ne signifie toutefois pas que le télétravail transfrontalier est devenu fiscalement neutre sans condition. Au contraire, le bénéfice du régime conventionnel repose désormais sur un décompte précis du temps de travail, dont la responsabilité pratique repose largement sur les employeurs.

Régime fiscal 2026 : le plafond de 40 % au cœur du dispositif

L'élément structurant du nouveau régime demeure le plafond de 40 % du temps de travail annuel pouvant être exercé depuis l'État de résidence dans les conditions prévues par l'avenant.

« Le compteur des 40 % devient ainsi le véritable plafond de sécurité fiscale. »

Dans cette limite, la rémunération correspondant au télétravail effectué depuis la France peut continuer à relever du droit d'imposition de la Suisse, sous réserve du respect des conditions conventionnelles. Le dispositif permet ainsi d'éviter qu'un salarié travaillant régulièrement depuis son domicile français ne voie son salaire artificiellement fragmenté entre les deux États.

Le mécanisme repose donc sur une logique relativement simple : le télétravail est autorisé fiscalement dans une proportion déterminée, mais cette neutralité est conditionnée au respect du plafond conventionnel.

Au-delà de ce seuil, la situation change. La fraction de rémunération correspondant aux jours travaillés depuis la France n'est plus couverte par le régime spécifique de neutralité fiscale et doit être examinée au regard des règles conventionnelles ordinaires. Le dépassement du seuil ne signifie donc pas que l'intégralité du salaire devient automatiquement imposable en France : c'est la rémunération afférente aux jours concernés qui doit être ventilée selon les règles applicables.

Cette distinction est essentielle. Elle impose aux employeurs de ne plus raisonner uniquement en nombre de jours télétravaillés, mais de disposer d'une méthode fiable de détermination de la quote-part de rémunération correspondant aux différentes périodes d'activité.

L'accord amiable du 29 avril 2026 : une clarification déterminante

Le 29 avril 2026, les autorités compétentes françaises et suisses ont conclu un nouvel accord amiable, cette fois à vocation interprétative. Son objet n'est pas de remettre en cause le régime pérenne, mais de préciser une question qui pouvait susciter des divergences d'interprétation : l'articulation entre le plafond de 40 % et la tolérance de 10 jours applicable à certaines missions temporaires.

Les 10 jours de missions temporaires ne constituent pas un quota supplémentaire de 10 jours venant s'ajouter aux 40 % de télétravail. Ils doivent être intégrés dans le plafond global de 40 %. Autrement dit, le salarié ne dispose pas d'un droit de 40 % de télétravail auquel s'ajouterait automatiquement une tolérance autonome de 10 jours.

L'accord établit ainsi une articulation entre deux limites :

- un plafond global de 40 % du temps de travail annuel ;
- une limite spécifique de 10 jours pour les missions temporaires susceptibles d'être assimilées, sous les conditions prévues par le dispositif, à du télétravail.

La portée pratique de cette précision est considérable.

Une entreprise qui aurait jusqu'ici suivi séparément les jours de télétravail et les jours de missions temporaires, en considérant que les deux compteurs pouvaient se cumuler, s'exposerait désormais à une appréciation erronée du seuil conventionnel.

Le compteur des 40 % devient ainsi le véritable plafond de sécurité fiscale.

L'accord apporte en outre des précisions sur l'ordre dans lequel les différentes catégories de jours doivent être prises en compte. Les journées de télétravail sont comptabilisées en premier, puis les missions temporaires, avec des règles permettant de déterminer dans quelle mesure celles-ci peuvent encore être couvertes par le régime conventionnel.

La règle doit également être adaptée lorsque le salarié travaille à temps partiel ou seulement pendant une partie de l'année : la limite des 10 jours est alors susceptible d'être proratisée. Là encore, le message est clair : le dispositif ne peut plus être géré au moyen d'un compteur uniforme applicable indistinctement à tous les salariés.

Une clarification qui accroît la responsabilité des entreprises

L'accord du 29 avril 2026 présente donc une particularité intéressante : il apporte davantage de sécurité juridique tout en réduisant, dans le même temps, la marge d'approximation dont pouvaient bénéficier les entreprises.

Le droit est désormais plus lisible ; son application doit être plus rigoureuse.

L'employeur doit être en mesure de distinguer, salarié par salarié :

- les journées travaillées physiquement en Suisse ;
- les journées de télétravail effectuées depuis la France ;
- les missions temporaires effectuées en France ;
- les missions temporaires réalisées dans un État tiers ;
- et, le cas échéant, les autres journées susceptibles d'avoir une incidence sur le décompte conventionnel.

Cette traçabilité n'est pas une simple exigence administrative. Elle devient une condition de sécurisation du traitement fiscal.

La fiche pratique publiée par l'administration suisse à la suite de l'accord du 29 avril 2026 confirme précisément cette logique et fournit des exemples de calcul permettant de déterminer la part des missions temporaires susceptible d'être couverte par le régime des 40 %.

Pour les directions des ressources humaines, les équipes de mobilité internationale et les fonctions fiscales, l'enjeu est donc désormais très concret : disposer d'un système capable de produire, à tout moment, un état fiable des jours effectués dans chacun des États concernés.

Risques pratiques : le dépassement des 40 % n'est pas neutre

Le premier risque demeure évidemment celui du dépassement du seuil de 40 %.

« Le respect du plafond de télétravail ne constitue pas, à lui seul, une garantie absolue contre tout risque de présence fiscale de l'entreprise en France. »

Une situation qui serait mal anticipée peut conduire à une ventilation de la rémunération entre les deux États et à la mise en œuvre d'obligations fiscales supplémentaires. Le traitement de la rémunération doit alors être déterminé en fonction des règles conventionnelles applicables, ce qui peut entraîner une charge administrative importante pour l'employeur comme pour le salarié.

Le risque est d'autant plus significatif que le dépassement peut être constaté a posteriori. Un salarié peut parfaitement respecter son rythme théorique de télétravail pendant plusieurs mois, puis franchir le seuil annuel à la suite de jours supplémentaires pris en télétravail, de missions temporaires ou de modifications de son organisation du travail.

Le véritable enjeu n'est donc pas seulement de définir une politique de télétravail autorisée. Il consiste à piloter le risque de dépassement en cours d'année.

Cette exigence est renforcée par la perspective de l'échange automatique d'informations entre les administrations fiscales. L'administration française indique désormais que les données relatives aux situations de télétravail doivent être suivies dans le cadre du nouveau dispositif.

Une discordance entre les données détenues par l'employeur et celles transmises ou déclarées par le salarié pourrait ainsi devenir beaucoup plus facilement identifiable.

Télétravail et établissement stable : un risque à ne pas négliger

Le télétravail transfrontalier soulève également une problématique distincte de celle de l'imposition du salarié : celle de la fiscalité de l'entreprise.

Le seul fait qu'un salarié d'une entreprise suisse exerce une partie de son activité depuis son domicile français ne conduit pas automatiquement à la constitution d'un établissement stable de l'entreprise en France.

Cette conclusion ne doit toutefois pas être comprise comme une immunité générale.

La nature des fonctions exercées, le degré d'autonomie du salarié, le lieu depuis lequel certaines décisions sont prises, ainsi que les conditions dans lesquelles l'activité est organisée peuvent, dans certaines circonstances, justifier une analyse plus approfondie au regard des règles relatives à l'établissement stable.

Le respect du plafond de télétravail ne constitue donc pas, à lui seul, une garantie absolue contre tout risque de présence fiscale de l'entreprise en France.

Une politique de télétravail transfrontalier doit ainsi être appréhendée comme une question de mobilité internationale à part entière, et non comme une simple modalité d'organisation du travail.

Suivi administratif et reporting : la traçabilité devient tratégique

Le nouveau cadre impose aux entreprises de revoir leurs outils de suivi.

Il ne suffit plus de connaître le nombre global de jours de télétravail d'un salarié. Il faut être capable de déterminer où le travail a été effectué, dans quelle catégorie de jours il doit être classé et quelle conséquence fiscale cette journée emporte.

Cette exigence est particulièrement importante pour les entreprises employant plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines, de frontaliers.

Un système de suivi efficace devrait notamment permettre :

- d'enregistrer les jours de télétravail depuis la France ;
- d'identifier séparément les missions temporaires ;
- de distinguer les missions effectuées en Suisse, en France ou dans un État tiers ;
- de calculer automatiquement le taux annuel de télétravail ;
- d'alerter en cas de proximité avec le plafond de 40 % ;
- et de conserver un historique suffisamment documenté pour pouvoir justifier le calcul effectué.

L'enjeu est d'autant plus important que l'administration française rappelle que le régime applicable aux salariés suisses dépend de leur situation fiscale et conventionnelle et que les revenus doivent, dans tous les cas, être correctement déclarés en France.

La traçabilité n'est donc plus une bonne pratique : elle devient un élément central de la conformité.

L'articulation avec la sécurité sociale : deux compteurs à ne surtout pas confondre

Une autre source de risque réside dans la confusion entre fiscalité et sécurité sociale.

Le plafond fiscal de 40 % ne doit pas être assimilé au seuil applicable en matière de sécurité sociale.

Les deux régimes reposent sur des fondements juridiques différents et répondent à des logiques distinctes. Le fait qu'un salarié puisse bénéficier du régime fiscal jusqu'à 40 % de télétravail ne signifie donc pas que le traitement de sa situation sociale est automatiquement déterminé par ce même seuil.

Pour les employeurs, cette distinction est essentielle : un salarié peut être fiscalement couvert par le régime des 40 % tout en nécessitant une analyse distincte de son affiliation sociale.

Le télétravail transfrontalier doit ainsi être analysé à partir de deux compteurs et de deux corps de règles : le compteur fiscal et le compteur de sécurité sociale.

Cette dissociation doit impérativement être intégrée aux politiques internes et aux outils RH.

La période durant laquelle le télétravail transfrontalier pouvait être géré comme une tolérance exceptionnelle est désormais révolue. Avec la pérennisation du régime et l'accord interprétatif du 29 avril 2026, les entreprises doivent passer à une logique structurée de compliance fiscale et sociale.

« Le paradoxe du nouveau régime est ainsi particulièrement révélateur : plus le droit se stabilise, plus la conformité devient exigeante. »

La sécurité juridique est acquise, la sécurité opérationnelle reste à construire.

L'entrée en vigueur du régime pérenne franco-suisse constitue une avancée majeure pour les salariés frontaliers et leurs employeurs. Après plusieurs années d'accords temporaires, le télétravail transfrontalier dispose désormais d'un socle conventionnel durable.

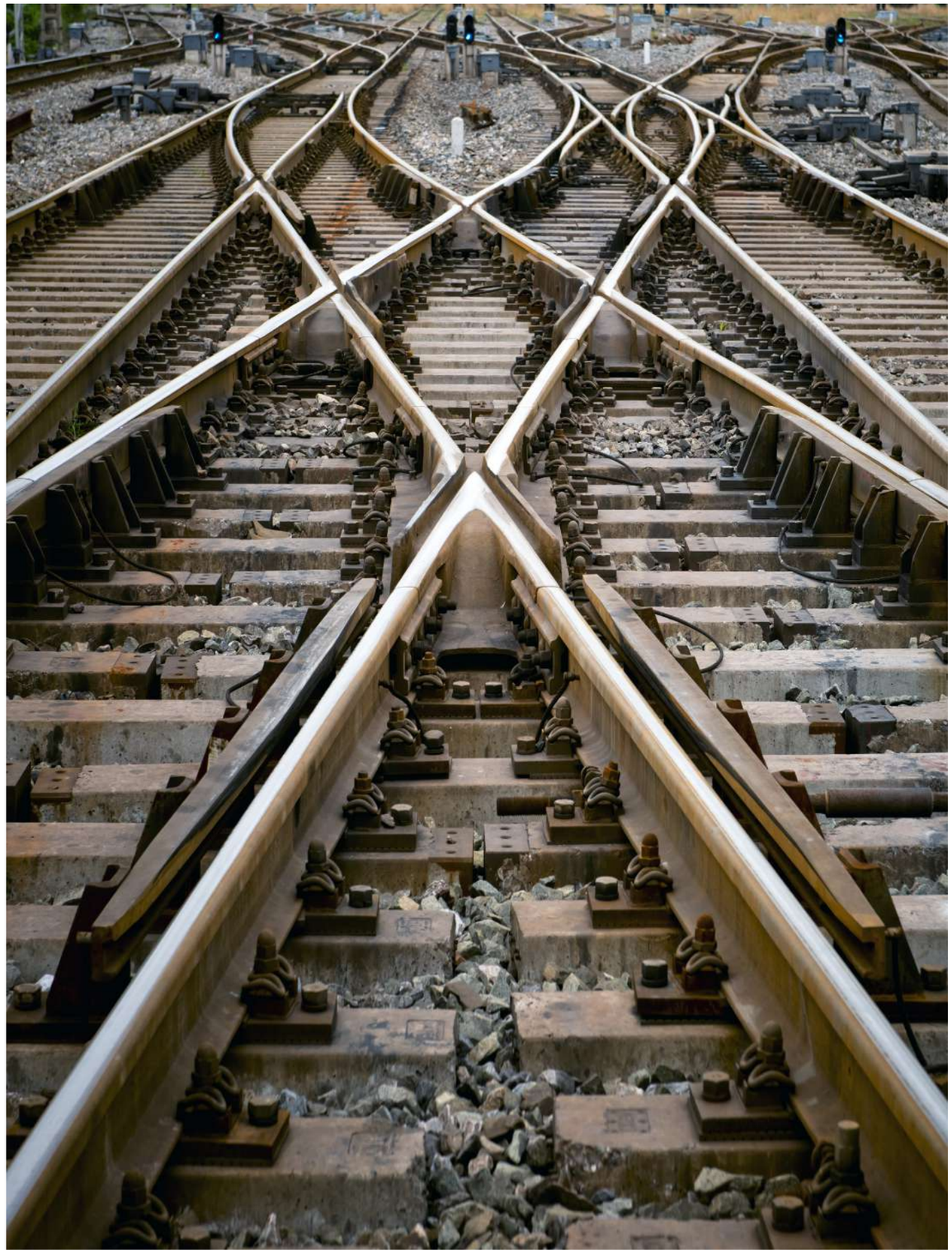
Le paradoxe du nouveau régime est ainsi particulièrement révélateur : plus le droit se stabilise, plus la conformité devient exigeante.

Le télétravail transfrontalier franco-suisse n'est donc plus une zone grise temporairement tolérée. Il constitue désormais un régime juridique à part entière, dont le bénéfice suppose une organisation interne à la hauteur de la sécurité conventionnelle recherchée.

Pour les employeurs, le sujet doit désormais être traité comme une question de fiscalité, de mobilité internationale, de paie et de ressources humaines, avec une même exigence : pouvoir démontrer, à tout moment et pour chaque salarié, que le régime appliqué correspond exactement à la réalité du travail effectué.

Stéphanie Barreira

PER-
SPECTIVES





« Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles
que nous n'osons pas, c'est parce que nous
n'osons pas qu'elles sont difficiles. »

Sénèque



Serge Fasel
Associé, Genève
Contentieux et arbitrage
(responsable)
sfasel@fbt.ch

LA CLAUSE DE NON-CONCURRENCE À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE

À l'ère de la digitalisation des relations de travail, la signature électronique est devenue un outil incontournable. Pourtant, lorsqu'il s'agit de clauses de non-concurrence, toutes les solutions de signature ne se valent pas. En droit suisse, seule la signature électronique qualifiée permet de satisfaire à l'exigence légale de la forme écrite. Le non-respect de cette condition peut priver la clause de tout effet juridique. Les risques pratiques liés à la dématérialisation des contrats de travail et les précautions à adopter méritent dès lors une attention particulière afin de préserver efficacement les intérêts de l'employeur.

La clause de prohibition de concurrence constitue une clause accessoire au contrat de travail, par laquelle le travailleur s'engage à ne pas exercer une activité concurrente pendant une durée déterminée après la fin des rapports de travail. Parce qu'elle restreint la liberté économique du travailleur, le législateur a subordonné sa validité à des conditions strictes, au premier rang desquelles figure l'exigence de la forme écrite. Traditionnellement associée à la signature manuscrite, cette exigence doit aujourd'hui être appréciée à la lumière de la dématérialisation croissante des relations contractuelles.

L'art. 340 al. 1 CO prévoit qu'une clause de prohibition de concurrence n'est valable que si elle est conclue par écrit. Qu'elle soit convenue lors de la conclusion du contrat de travail, en cours d'exécution de celui-ci ou à l'occasion de sa résiliation, la forme écrite ne constitue pas une simple modalité probatoire, mais constitue une véritable condition de validité.

L'art. 11 al. 1 CO consacre le principe selon lequel la validité des contrats n'est subordonnée à l'observation d'une forme particulière que lorsqu'une prescription spéciale de la loi le prévoit ; la clause de prohibition de concurrence constitue l'une de ces exceptions. En pareil cas, l'art. 13 al. 1 CO exige que l'acte soit signé par toutes les personnes auxquelles il impose des obligations. L'art. 14 al. 1 CO précise, quant à lui, que « *la signature doit être écrite à la main par celui qui s'oblige* ». Selon la jurisprudence constante du Tribunal fédéral, le contrat conclu en violation d'une exigence de forme est frappé de nullité absolue et ne déploie aucun effet juridique.

« Une simple conformité au règlement européen eIDAS ne suffit pas à garantir le respect des exigences du droit suisse. »

Depuis maintenant plusieurs années, la conception traditionnelle de la forme écrite a été adaptée afin de tenir compte de la dématérialisation croissante des rapports juridiques. Ainsi, l'art. 14 al. 2bis CO prévoit que la signature électronique qualifiée est assimilée à la signature manuscrite lorsque la loi exige le respect de la forme écrite.

Il serait toutefois erroné d'en déduire que toute signature électronique satisfait à cette exigence. Le droit suisse distingue plusieurs catégories de signatures électroniques, dont les effets juridiques diffèrent. Une image numérisée d'une signature, une signature tracée au doigt sur une tablette, un clic sur une case d'acceptation ou encore une signature électronique simple ou avancée ne permettent pas de satisfaire aux exigences de la forme écrite. Seule la signature électronique qualifiée, délivrée conformément au droit fédéral par un prestataire reconnu, est assimilée à une signature manuscrite.

Cette distinction revêt une importance pratique particulière en droit du travail. En effet, il est aujourd'hui de plus en plus fréquent que les contrats soient conclus au moyen de solutions de signature électronique disponibles sur le marché, telles que *DocuSign*, *Adobe Acrobat Pro* ou encore *Dropbox Sign*.

Bien que la plupart de ces plateformes proposent plusieurs niveaux de signature, le recours à l'une d'elles ne garantit pas, à lui seul, le respect des exigences de la forme écrite en droit suisse. Tout dépend du procédé de signature effectivement utilisé et, plus précisément, de savoir si celui-ci répond aux conditions d'une signature électronique qualifiée au sens du droit fédéral. Une simple conformité au règlement européen eIDAS (*electronic Identification, Authentication and Trust Services*) ne suffit dès lors pas à garantir le respect des exigences du droit suisse.

Or, si le contrat de travail est, en principe, un contrat consensuel qui ne requiert aucune forme particulière pour être valable (art. 320 al. 1 CO), la clause de prohibition de concurrence demeure soumise à l'exigence impérative de la forme écrite. Il en résulte qu'un contrat de travail peut parfaitement être valable alors même que la clause de non-concurrence qu'il contient est dépourvue d'effet en raison du non-respect des exigences formelles.

Les conséquences d'une telle irrégularité peuvent être considérables, puisque qu'une clause de prohibition de concurrence qui ne respecte pas les exigences de forme ne produit aucun effet juridique. L'employeur ne pourra dès lors ni empêcher son ancien collaborateur d'exercer une activité concurrente sur cette base, ni se prévaloir d'une éventuelle peine conventionnelle stipulée en cas de violation de la clause.

En pratique, les employeurs auront ainsi tout intérêt à privilégier les services d'un fournisseur de services de certification reconnus , permettant l'apposition d'une signature électronique qualifiée reconnue en droit suisse. À défaut, il est recommandé de recourir à une signature manuscrite. Si le contrat de travail doit néanmoins être conclu sans délai et qu'aucune de ces solutions n'est envisageable, il est toujours possible de faire signer ultérieurement la seule clause de prohibition de concurrence dans le respect des exigences de forme. Cette solution n'est toutefois pas exempte de risques, dès lors que le collaborateur, une fois engagé, pourrait refuser de signer une telle clause.

CONTENTIEUX ET ARBITRAGE
PERSPECTIVES / AUTOMNE 2026

À l'heure où les relations de travail se digitalisent, la validité des clauses de non-concurrence mérite une attention particulière. Contrairement au contrat de travail lui-même, la clause de non-concurrence est soumise à une exigence formelle impérative dont le non-respect entraîne sa nullité. En droit suisse, toutes les signatures électroniques ne se valent pas : seule la signature électronique qualifiée est assimilée à une signature manuscrite et permet de satisfaire aux exigences légales. Les employeurs qui recourent à des plateformes de signature électronique doivent ainsi veiller au procédé utilisé, sous peine de voir leur clause privée de tout effet juridique.

Serge Fasel
Théo Goetschin

Les auteurs remercient Sara Pugliese-Charfadi pour son aide à l'élaboration de cet article.

PER-
SPECTIVES



« On conquiert à force de persévérance. »

George Matheson



Théo Goetschin
Counsel, Genève
Droit pénal économique (responsable)
tgoetschin@fbt.ch

PROCÉDURES JUDICIAIRES ÉTRANGÈRES : LE RISQUE PÉNAL INSOUPÇONNÉ DE LA RÉCOLTE DE PREUVES EN ENTREPRISE

Dans le cadre de procédures judiciaires, administratives ou réglementaires menées à l'étranger, les entreprises suisses sont fréquemment sollicitées pour produire des documents, transmettre des informations ou faciliter l'obtention de preuves.
Si de telles démarches paraissent souvent légitimes, elles peuvent néanmoins exposer leurs auteurs à des risques pénaux méconnus.
L'art. 271 du Code pénal suisse (« CP »), destiné à protéger la souveraineté suisse, constitue à cet égard un piège juridique dont les implications sont souvent sous-estimées.

Au cours des dernières années, les affaires ayant impliqué des sociétés suisses à l'étranger, en particulier les procédures engagées par des autorités étrangères en lien avec l'activité transfrontalière de certains intermédiaires financiers helvétiques, ont contribué à mettre en lumière une disposition pénale jusque-là laissée dans l'ombre. En vigueur depuis des décennies, l'art. 271 CP a pour but de protéger la souveraineté de la Suisse en prévoyant que seuls les pouvoirs publics suisses procèdent à des actes officiels sur sol suisse.

Ainsi, à teneur de l'art. 271 al. 1 ch. 1 CP, celui qui, sans y être autorisé, aura procédé sur le territoire suisse pour un État étranger à des actes qui relèvent des pouvoirs publics s'expose à des sanctions pénales allant jusqu'à l'emprisonnement. Bien qu'initialement l'intention du législateur était de réprimer notamment le service de renseignements militaires des « États étrangers » sur sol suisse, la disposition pénale s'applique aujourd'hui également à celui qui recueillerait des preuves au sein d'une entreprise en lien avec une procédure administrative, pénale ou même civile ouverte à l'étranger sans respecter certaines règles de prudence.

Véritables « banques » d'information, les sociétés basées en Suisse sont fréquemment visées par des demandes d'autorités étrangères portant sur des données de clients, d'employés ou liées au secret d'affaires. Dans la pratique, la récolte de preuves est devenue un acte courant tant il est fréquent pour ces sociétés qu'elles soient appelées à collaborer volontairement ou non, à fournir des renseignements ou à désigner des employés appelés à témoigner dans des procédures civiles, pénales ou réglementaires menées à l'étranger.

« Ce qui apparaît comme une coopération légitime avec une autorité étrangère peut se transformer en risque pénal sur le territoire suisse. »

Si de tels actes semblent anodins et parfois justifiés par la défense des intérêts légitimes des entités visées, le fait qu'ils soient motivés à la demande d'un « État étranger » et qu'ils se déroulent sur sol suisse rend l'auteur potentiellement punissable sous l'angle de l'art. 271 CP. Une analyse approfondie de la situation s'impose avant d'entreprendre la collecte de données internes ou de contacter des employés.

Les actes qui « relèvent des pouvoirs publics » au sens de la norme pénale – et a fortiori ceux concernés par l'entraide – englobent non seulement la notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires, mais également plus largement l'obtention de preuves, telles l'interrogatoire de témoins, l'audition de parties, la production de documents ou la demande d'expertise.

De ce fait, l'art. 271 CP est régulièrement qualifié de *blocking statute* en ce qu'il est susceptible, dans certaines hypothèses, de faire obstacle à la collaboration d'une personne physique ou morale localisée en Suisse dans le cadre d'une procédure pendante à l'étranger. Dans ce cadre, la collecte de moyens de preuve destinés à ce type de procédures doit être organisée avec la plus grande vigilance afin d'éviter toute poursuite pénale.

La récolte de preuves dans un contexte international demeure possible et n'est pas, en soi, totalement interdite. L'usage de certains mécanismes tels que l'obtention d'une autorisation de procéder délivrée par les autorités suisses compétentes ou l'application du droit de l'entraide judiciaire internationale pourraient permettre d'éviter une mise en prévention. En matière civile, on peut citer la Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger (CLaH70) qui fournit des instruments juridiques aux États parties permettant la collecte d'informations en Suisse par le biais de commissions rogatoires, notamment lorsque des preuves sont en mains d'une personne localisée en Suisse, mais que celle-ci n'est pas partie à la procédure étrangère.

Par ailleurs, depuis le 1er janvier 2026, de nouvelles dispositions en matière de droit international privé sont applicables. La participation de parties séjournant en Suisse, sous certaines conditions strictes, a été facilitée, soit notamment en recourant à la vidéoconférence. On ne peut que saluer cette évolution.

En l'absence du respect des règles de droit international, l'auteur s'expose à des poursuites pénales. L'application de l'art. 271 al. 1 CP a donné lieu à une jurisprudence abondante de notre Haute Cour.

Parmi les décisions les plus récentes, le Tribunal fédéral a considéré que le président du conseil d'administration d'une société suisse de gestion de fortune, qui s'était rendu aux États-Unis dans le cadre d'une procédure fiscale afin de remettre au *U.S. Department of Justice (DOJ)* une clé USB contenant des données clients, s'est rendu coupable d'une violation de l'art. 271 al. 1 CP.

Selon le Tribunal fédéral, seules les informations qui sont à la libre disposition d'une personne localisée en Suisse peuvent être transmises à l'étranger, ce qui n'est pas le cas d'informations confidentielles en lien avec des clients du gestionnaire de fortune. Interprété de manière stricte, cet arrêt semble indiquer que toute transmission, même volontaire, de documents ou d'informations de ce type à l'étranger, par une partie localisée en Suisse, expose celle-ci à des poursuites pénales pour violation de l'art. 271 al. 1 CP.

Si l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions de droit international privé devrait simplifier la collecte de preuves dans le cadre de procédures civiles internationales, de nombreuses difficultés pratiques subsistent encore, en particulier en ce qui concerne les procédures étrangères administratives et pénales. Pour ces dernières, l'art. 271 CP devrait continuer de faire figure d'épée de Damoclès ou, s'il est correctement exploité, d'un véritable moyen de défense dans les procédures étrangères.

Les procédures étrangères impliquant des entreprises suisses soulèvent souvent des enjeux juridiques qui dépassent les seules questions de fond. La collecte et la transmission d'informations, de documents ou de témoignages en lien avec une enquête ou un litige à l'étranger peuvent, dans certaines circonstances, exposer les personnes concernées à des risques pénaux en Suisse. Souvent méconnu, l'art. 271 CP constitue une contrainte majeure pour les entreprises appelées à collaborer avec des autorités ou des parties étrangères. Dans un contexte où les demandes de preuves transfrontalières se multiplient et où la jurisprudence se montre exigeante, une analyse préalable du cadre applicable demeure essentielle afin de concilier les impératifs de coopération internationale avec le respect des règles suisses protégeant la souveraineté nationale.

Théo Goetschin
Matthieu Tkatch

PER-
SPECTIVES



« L'apparence requiert art et finesse ;
la vérité, calme et simplicité. »

Emmanuel Kant

DROIT FISCAL

Nous sommes l'une des rares études à disposer d'équipes expérimentées dans le domaine fiscal, tant à Genève qu'à Paris. Nous conseillons et assistons nos clients dans des contextes domestiques ou à composante internationale.

Nos avocats et fiscalistes conjuguent une connaissance approfondie des systèmes fiscaux suisse et français avec une réelle expérience des problématiques domestiques ou transfrontalières, dans un contexte économique en constante évolution. Pour répondre aux besoins de nos clients, nous intégrons systématiquement dans notre approche la dimension internationale, en particulier l'interaction des législations nationales, ainsi que l'impact des conventions bilatérales ou multilatérales en matière d'impôt, d'assistance fiscale et d'échange de renseignements.



Michel Abt
Associé, Genève



Jean-Luc Bochatay
Associé, Genève



Alain Moreau
Associé, Paris



Stéphanie Barreira
Associée, Paris

La multiplication des situations et circonstances transfrontalières est source d'insécurité juridique, par exemple le risque de double imposition, mais offre également des opportunités en matière d'organisation et de structuration fiscale.

Nos équipes vous assistent et vous conseillent dans ce contexte afin de trouver et d'implémenter la solution la mieux adaptée à votre spécificité.



Jérôme Bissardon
Associé, Paris



Louis Ballivet
Avocat, Genève



Corentin Pfeiffer
Avocat, Genève



Alix Caillard
Juriste fiscaliste, Paris



Camille Fournier
Juriste fiscaliste, Paris



Clémence Jeulin
Juriste fiscaliste, Paris



Ludovic Pallas
Juriste fiscaliste, Paris



Ivan Ponomarenko
Avocat stagiaire, Genève

DROIT BANCAIRE ET FINANCIER

Depuis près de 30 ans, le droit bancaire et financier est l'un de nos cœurs de métier. Nous conseillons des intermédiaires financiers tels que les banques, les assurances, les maisons de titres, les gérants de fonds, les gérants de fortune indépendants et les trustees dans leurs problématiques réglementaires et contractuelles.

Composée d'avocats expérimentés et spécialisés, formés de manière continue sur tous les thèmes actuels d'intérêt pour l'industrie, notre équipe conseille et représente ses clients avec le plus haut niveau d'exigence. Les années d'expérience de notre groupe bancaire et financier, et la qualité des dossiers qu'il traite, placent notre Étude au nombre des acteurs de référence en Suisse dans le domaine. Notre équipe est régulièrement distinguée pour sa compétence et la qualité de ses services.



Frédérique Bensahel
Associée, Genève



Michel Abt
Associé, Genève



Marco Villa
Associé, Genève



Jean-Marie Kiener
Counsel, Genève

Notre priorité est d'offrir un conseil fondé sur la connaissance de l'environnement réglementaire, l'expérience de nos avocats et la pratique du marché. Notre volonté est d'établir une relation de confiance durable avec nos clients.

Nous nous distinguons par l'implication dans les dossiers d'avocats expérimentés et notre capacité à mobiliser nos équipes et nos correspondants étrangers.



Jean de Skowronski
Of Counsel, Genève



Jean-Louis Tsimaratos
Of Counsel, Genève



Colombe Jacob
Avocate, Genève



Julien Le Fort
Avocat, Genève



Aurélie Moyal-Azra
Avocate, Genève



Noémie Pauli
Avocate, Genève



Véronique Chatelain
Juriste, Genève



Juliette Alber
Avocate stagiaire, Genève

DROIT DES SOCIETES ET CONTRATS

Notre groupe de droit des sociétés et contrats dispose de compétences de premier plan dans le secteur de la défense des entreprises et des entrepreneurs.

La combinaison des connaissances et de l'expérience cumulée de notre équipe dans tous les domaines du droit des sociétés et des contrats, associée à l'expertise reconnue d'un ancien professeur spécialisé en la matière, nous permet d'accompagner nos clients dans les différentes étapes de leur développement. La force des membres de notre équipe en droit des sociétés et contrats réside dans l'anticipation des problématiques auxquelles les entreprises pourraient être confrontées.



Marco Villa
Associé, Genève



Jean-Luc Bochatay
Associé, Genève



Jérôme Bissardon
Associé, Paris



Nathaniel Binquet
Avocat, Paris

Nous comptons parmi les acteurs reconnus du marché suisse des transactions. Notre expérience couvre en particulier l'éventail complet des missions de droit commercial, des fusions-acquisitions au *private equity* en passant par le contentieux et les restructurations dans différents secteurs d'activité. Nos avocats assistent et accompagnent les clients dans la structuration et la prise de décisions complexes.



Julien Le Fort
Avocat, Genève



Valentin André
Avocat stagiaire, Genève

CONTENTIEUX ET ARBITRAGE

Depuis plus de 30 ans, notre groupe Contentieux et arbitrage assiste nos clients suisses et étrangers dans le cadre de litiges à caractère national et international devant les instances judiciaires, administratives et d'arbitrage.

Notre expérience pratique extensive de la procédure et du procès nous permet d'anticiper et de gérer efficacement les litiges qui surviennent. Notre équipe associe l'excellence juridique, le pragmatisme et la disponibilité pour offrir un service et des conseils à la hauteur des exigences élevées de nos clients.

Nos avocats interviennent et conseillent à tous les stades du conflit. Ils vous accompagnent avant même le déclenchement des litiges : gestion de crise, audits de risques et mise en place de stratégies précontentieuses. Notre Étude opère dans le cadre des procédures devant toutes les juridictions, notamment civiles, pénales, commerciales, administratives et arbitrales.



Serge Fasel
Associé, Genève



Théo Goetschin
Counsel, Genève



Sara Pugliese-Charfadi
Avocate, Genève



Matthieu Tkatch
Avocat, Genève

Notre groupe Contentieux et arbitrage possède une parfaite connaissance des rouages judiciaires et des institutions arbitrales. L'alliance de nos compétences, associée à la rigueur et à la persévérance de nos avocats (augmentées pour certains d'un cursus militaire), offre à nos clients un service performant.

Notre Étude peut mobiliser des équipes pluridisciplinaires les mieux adaptées aux besoins de chaque dossier. Nous avons obtenu la confiance d'une clientèle exigeante et variée d'entreprises et de dirigeants réunissant l'ensemble des acteurs économiques, dont des banques, des institutions de grande renommée industrielle et de services.



Colombe Jacob
Avocate, Genève



Juliette Alber
Avocate stagiaire, Genève



Valentin André
Avocat stagiaire, Genève



Ivan Ponomarenko
Avocat stagiaire, Genève

DROIT PENAL ECONOMIQUE

Composé d'avocats expérimentés, formés de manière continue aux enjeux actuels de la criminalité économique, notre groupe de travail spécialisé conseille et représente ses clients avec le plus haut niveau d'exigence.

Forts d'une expertise reconnue dans les secteurs les plus exposés, notamment bancaires et financiers, nous intervenons dans des environnements fortement régulés soumis à des exigences strictes en matière de conformité (AML, sanctions, lutte anticorruption, manipulation de marchés). Certains membres de notre équipe sont régulièrement mandatés par les autorités cantonales ou fédérales dans le cadre d'enquêtes auprès d'institutions financières ou de fondations de prévoyance.

Nous sommes également nommés chargés d'enquête CDB par l'Association suisse des banquiers. La qualité et la complexité des dossiers traités placent notre Étude parmi les références suisses en matière de criminalité économique.

Nous représentons nos clients dans les procédures pénales, administratives et réglementaires liées à des enjeux de criminalité économique, ainsi que dans les procédures d'entraide judiciaire internationale, de « *discovery* », de gel, de confiscation et de restitution d'actifs.

Nous conduisons des enquêtes internes préventives ou liées à des procédures suisses et étrangères portant notamment sur le blanchiment d'argent, la corruption, la fraude fiscale transfrontalière ou les manipulations de cours.



Théo Goetschin
Counsel, Genève



Frédérique Bensahel
Associée, Genève



Jean-Marie Kiener
Counsel, Genève



Colombe Jacob
Avocate, Genève

Nous conseillons également nos clients sur la collecte et le transfert de preuves à l'étranger, la mise en œuvre d'actes requis par des autorités étrangères, l'adaptation des contrôles internes et programmes de *compliance*, ainsi que sur les décisions stratégiques liées aux risques pénaux et aux procédures d'autodénonciation auprès d'autorités suisses ou étrangères (FINMA, CDB, SECO, MPC, OFAC ou DoJ).



Julien Le Fort
Avocat, Genève



Aurélie Moyal-Azra
Avocate, Genève



Noémie Pauli
Avocate, Genève



Matthieu Tkatch
Avocat, Genève



Juliette Alber
Avocate stagiaire, Genève

DROIT DU TRAVAIL

Notre groupe de droit du travail conseille, assiste et représente nos clients dans le conseil et les contentieux en matière de droit du travail et ne cesse de développer cette activité, aux enjeux majeurs pour la clientèle.

Chez FBT Avocats SA, nous aidons nos clients à mieux maîtriser les règles et à en faire des vecteurs de leur développement. La spécificité et la constante évolution des règles juridiques en matière de droit du travail requièrent l'intervention d'une équipe réactive et capable de traiter l'ensemble des problématiques de droit du travail, en particulier celles relatives à la négociation avec les organisations syndicales. Avec bientôt 30 ans d'expérience, nous pouvons compter sur nos spécialistes aguerris dans ce domaine. En relation constante avec les administrations et le pouvoir judiciaire, ils ont une parfaite connaissance du contexte légal et juridictionnel, politique, local et économique. Les meilleurs spécialistes du droit du travail sont mobilisés pour chaque dossier afin de répondre aux problématiques, souvent compliquées, difficiles et délicates, auxquelles nos clients doivent faire face dans la conduite de leurs activités professionnelles. Nos avocats s'impliquent avec succès dans toutes les procédures administratives, civiles et pénales.

Forte de son expérience, nous conseillons avec détermination une clientèle de premier plan, intervenant dans des secteurs d'activité variés, tels que des banques, des sociétés financières et des assurances, ou encore dans le secteur de l'industrie du transport ou du luxe.



Serge Fasel
Associé, Genève



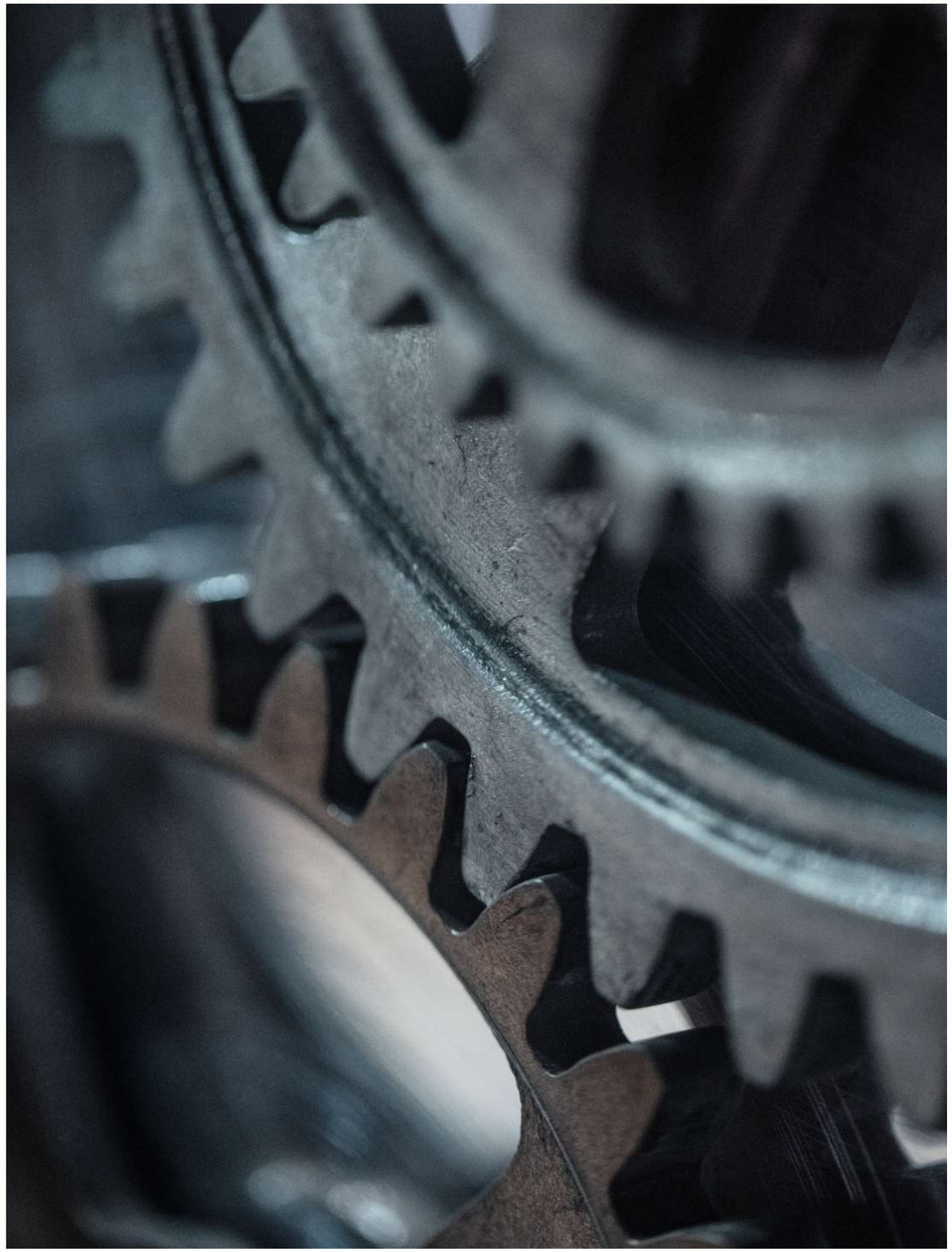
Théo Goetschin
Counsel, Genève



Sara Pugliese-Charfadi
Avocate, Genève



Matthieu Tkatch
Avocat, Genève



DROIT PATRIMONIAL DE LA FAMILLE

Constitué d'une équipe à Genève et d'une autre à Paris, notre groupe de droit patrimonial de la famille est composé d'avocats pluridisciplinaires aux compétences reconnues.

Nous conseillons activement et assistons les personnes physiques et les familles, les entrepreneurs et les dirigeants, les établissements bancaires, les gestionnaires de fortune, les Family Offices, les fiduciaires ainsi que les fondations caritatives rencontrant des problématiques liées à leur contexte patrimonial ou à leurs domaines d'activité. Nos avocats gèrent des dossiers complexes impliquant des enjeux transfrontaliers, motivant l'intervention de nos deux entités basées à Genève et à Paris.



Pascale Cano
Avocate, Paris



Jean-Luc Bochatay
Associé, Genève



Michel Abt
Associé, Genève



Frédérique Bensahel
Associée, Genève

Nos équipes travaillent également en étroite collaboration avec les autres groupes de compétences de FBT Avocats SA, afin de fournir le meilleur conseil juridique à nos clients.

Outre leur rôle de conseil, nos avocats publient régulièrement des articles abordant différents domaines du droit patrimonial de la famille dans des revues spécialisées.



Stéphanie Barreira
Associée, Paris



Jean-Louis Tsimaratos
Of Counsel, Genève



Véronique Chatelain
Juriste, Genève



Corentin Pfeiffer
Avocat, Genève

NOUVEAUX PROFILS



Nathaniel Binquet
Avocat, Paris

Nathaniel Binquet est titulaire d'un master 2 en droit financier obtenu à l'Université Panthéon Sorbonne Paris 1, d'un master 2 en droit des affaires de l'Université René Descartes Paris V, d'un LL.M en Banking, Corporate and Finance de l'Université Fordham à New York City, il a également étudié à New York University (NYU). Avant de rejoindre FBT Avocats, il a acquis une solide expérience dans la structuration, la négociation et la mise en œuvre d'opérations *corporate* et de fusions-acquisitions, de joint-ventures, de financements d'entreprises, de plan de restructuration, de réorganisations d'entreprises multi-pays ainsi que de scissions, d'apports partiels d'actifs et de *spin-off*. Nathaniel Binquet intervient également dans tous les domaines du droit des sociétés avec une prédominance pour les opérations de haut de bilan. Enfin, il a développé une pratique de tout type d'acquisition de fonds de commerce. Nathaniel Binquet parle français, anglais et espagnol couramment.



Juliette Alber
Avocate stagiaire, Genève

Juliette Alber est titulaire d'un bachelor et d'un master en droit, ainsi que du certificat de spécialisation en matière d'avocature (ECAV), tous obtenus à l'Université de Genève. Dans le cadre de son cursus, elle a également effectué une mobilité académique à l'Université de Milan, en Italie, où elle a approfondi ses connaissances dans un environnement juridique international. Avant de rejoindre notre Étude en 2025, en qualité d'avocate stagiaire, elle a exercé, parallèlement à ses études, les fonctions de secrétaire de l'Association genevoise du droit des affaires. Cette expérience a renforcé son intérêt pour le droit des affaires, qu'elle met aujourd'hui à profit au sein des groupes Contentieux et arbitrage ainsi que Banque et finance. Juliette Alber, de langue maternelle française, parle couramment en anglais.



Ivan Ponomarenko
Avocat stagiaire, Genève

Ivan Ponomarenko est titulaire d'un bachelor en droit, d'un master en droit économique ainsi que du certificat de spécialisation en matière d'avocature (ECAV), obtenus à l'Université de Genève. Avant de rejoindre notre étude en mars 2026 en qualité d'avocat stagiaire, il a travaillé durant plus d'une année au sein de l'administration fédérale en tant que stagiaire juridique puis en tant qu'assistant juridique, chez compenswiss, le Fonds de compensation AVS/AI/APG. Cette expérience lui a permis d'acquérir une connaissance approfondie du secteur de la gestion de fortune, ainsi qu'une expérience pratique en droit des contrats, en matière de conformité (*compliance*), de marchés publics et de fiscalité. Il est de langues maternelles russe et française et parle couramment l'anglais.



« L'obstination est le chemin de la réussite. »

Charlie Chaplin

Impressum

Conduite du projet	Marco Villa
Concept & Design	Yann Bellini
Impression	Atar Roto Presse SA
Papier	Munken FSC mix credit (SQS-COC-100166)
Crédit photographique	Eric Trezza, Sylvain Renard, Istockphoto : Anna Kim, Dedy Andrianto, Borchee, Piranka, Dmytro Aksonov, Baona, Rocco-Herrmann, Ozgurdonmaz, Wengen Ling, Khoa Nguyen, Kyoshino, Simon kr, Suteishi
Édition :	FBT Avocats SA Genève - Paris
© 2026 : les auteurs pour les textes et les photographies









FBT
AVOCATS

Genève
Rue du 31-Décembre 47
1207 Genève
T +41 22 849 60 40
info@fbt.ch

Paris
4, avenue Hoche
75008 Paris
T +33 1 45 61 18 00
info@fbt-avocats.fr

